

FRANCE

Décès de M. Gaston Defferre

PARIS (aps) — Le député maire de Marseille, ancien ministre français de l'Intérieur, M. Gaston Defferre, est décédé hier, à Marseille, à l'hôpital de la Timone où, depuis mercredi matin, il était soigné dans le service de neurochirurgie suite à une hémorragie cérébrale consécutive à une chute en son domicile.

L'ancien ministre venait, cette nuit-là, de sortir d'une longue et éprouvante séance du comité directeur de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône dont l'objet était l'élection d'un nouveau premier secrétaire fédéral. Arrivé en son domicile, M. Defferre aurait fait une chute grave, occasionnant une blessure au cuir chevelu. Il aura la force d'appeler son médecin traitant le docteur Louis Sanmarco, frère du député socialiste Philippe Sanmarco.

Né le 14 septembre 1910 à Marsillargues, dans l'Hérault, d'une famille bourgeoise protestante, il adhère à l'âge de 23 ans au Parti Socia-

liste qu'il ne quittera jamais depuis. Membre du comité exécutif du Parti Socialiste clandestin, il dirige le réseau Brutus et est recherché activement par la Gestapo.

Maire de Marseille depuis 1953, il sera constamment réélu. Il était député, puis sénateur, enfin redevenu député des Bouches-du-Rhône. Secrétaire d'Etat et ministre dans plusieurs cabinets ministériels, il fut candidat à la présidence de la République en 1965. Ces dernières années, il militait activement pour une coopération régionale entre Alger, Marseille et leurs régions.

D'autre part, la classe politique unanime a rendu hommage à M. Gaston Defferre et le président de la République française, M. François Mitterrand devait se rendre dans l'après-midi d'hier à Marseille pour s'incliner devant la dépouille de son vieux compagnon.



Si dans son pays l'hommage lui est rendu en termes de « vieux lion de la politique », de « figure de proue du socialisme français » Gaston Defferre a œuvré, tout au long de sa carrière et des différentes responsabilités qu'il a exercées au rapprochement de nos peuples. Maire, ministre ou dans l'opposition il ne cessait, en véritable pèlerin, de prêcher la mutuelle compréhension entre les communautés, de véhiculer des messages faits d'amitié et de confiance entre les races. Les prises de position, comme ses actes pour l'égalité entre les individus — quelle que soit la couleur de leur peau —, pour la préservation de leur dignité, pour la défense de leur personnalité, lui ont valu de féroces inimitiés dans son propre pays. Mais Gaston Defferre était de ceux qui allaient jusqu'au bout de leurs idées, de leurs principes. Les très forts accès de fièvre raciste qui secouaient l'Hexagone — et pour lesquels notre communauté a payé un lourd tribut de sang et de larmes — ont vu le maire de Marseille clamer haut et fort son rejet de toute forme de discrimination raciale, sa véhémence condamnation du crime xénophobe.

A des moments où les bombes aveugles explosaient devant des représentations diplomatiques et commerciales algériennes, à des périodes où des balles assassines fauchaient de paisibles travailleurs et d'innocents enfants, Gaston Defferre dans un climat d'hostilité générale contre tout teint basané, a, par de multiples actions, montré son horreur pour ce terrorisme de racisme. En sa qualité de ministre de l'Intérieur, il avait pris un

certain nombre de mesures en faveur de nos émigrés en contribuant notamment à l'abrogation des lois arbitraires qui étaient monnaie courante. A la tête de la mairie de Marseille — ville méditerranéenne qui abrite une très forte concentration de notre communauté — M. Defferre s'est particulièrement attaché à renforcer les relations entre nos deux pays, en prenant un certain nombre d'initiatives dans le sens du rapprochement entre Alger et Marseille et partant entre les peuples algérien et français. Il était fermement convaincu que cette Méditerranée pouvait être un véritable trait d'union entre ses riverains.

« Faisons de cette mer qui nous a si longtemps séparés un lien qui nous unit », aimait-il à répéter. Dans sa préface à l'exposition « L'Orient des provençaux » organisée par sa ville, il avait souligné : « Après les croisades et les guerres de conquêtes, nous revoilà face à face, unis par la Méditerranée et cherchant une entente qui dicte notre intérêt commun. Ce sont des retours et des détours de l'Histoire, n'est-ce pas, faits d'occasions perdues et de rencontres heureuses ».

C'est pourquoi, il considérait comme tâches prioritaires de rendre la sécurité et la dignité aux travailleurs immigrés. A la tête du ministère de l'Intérieur, il avait décidé de suspendre les expulsions arbitraires, d'assouplir la procédure de regroupement des familles. Autant d'actions parmi tant d'autres, qui ont été favorablement accueillies.

H. G.